

28 juillet 1987
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT VINGT-CINQUIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 28 juillet 1987 à 10 heures

Président : M. T. TERREFE (Ethiopie)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 425ème séance plénière de la Conférence du désarmement. Pour commencer, je voudrais souhaiter la bienvenue, à cette séance plénière, à Son Excellence Monsieur Ali Akbar Velayati, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, qui est le premier orateur inscrit sur la liste pour aujourd'hui. A cet égard, je tiens à signaler que M. Velayati est déjà venu à cette tribune, à plusieurs reprises, pour faire part des points de vue de son Gouvernement sur diverses questions relatives aux travaux de la Conférence.

Je voudrais aussi accueillir parmi nous le nouveau représentant du Brésil à la Conférence, l'Ambassadeur Marcos de Azambuja. L'Ambassadeur de Azambuja est un diplomate de carrière, qui a une grande expérience des négociations multilatérales et qui s'est également occupé de questions de désarmement au cours de sa carrière.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui à examiner le point 6 de son ordre du jour, intitulé "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires". Toutefois, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Comme je l'ai annoncé lors de la dernière séance plénière, nous allons examiner aujourd'hui le projet de décision présenté par le Groupe des 21 en ce qui concerne la création d'un comité spécial au titre du point 3 de l'ordre du jour de la Conférence. Ce projet de décision, dont nous sommes saisis aujourd'hui, est publié sous la cote CD/515/Rev.3. Comme je vous l'ai dit lors de la dernière séance plénière, lorsque la liste des orateurs sera épuisée, je convoquerai une réunion officieuse afin d'examiner ce document. Après quoi, nous reprendrons la séance plénière pour poursuivre l'examen du projet de mandat proposé par le Groupe des 21.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui, les représentants de la République islamique d'Iran, de la Bulgarie et de la République démocratique allemande. Je donne maintenant la parole à Son Excellence Monsieur Ali Akbar Velayati, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran.

M. VELAYATI (République islamique d'Iran) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la prolifération des armes et l'expansion des arsenaux s'accroissent toujours davantage dans le monde. La course aux armements s'étend aujourd'hui jusqu'à l'espace extra-atmosphérique, ce qui risque d'aboutir à l'extinction de l'humanité. Dans l'état actuel des choses, la Conférence du désarmement, seul organe multilatéral de négociation, nous permet d'espérer que le jour du "jugement dernier" sera évité. Que le risque existe suffit, car le pire ne peut arriver qu'une fois. C'est pourquoi je suis heureux d'être ici à nouveau, parmi vous, aujourd'hui pour faire le point de la situation.

En tant que pays présentant une grande importance stratégique, la République islamique d'Iran non seulement se trouve sous la menace constante et directe des armes classiques et chimiques, mais encore doit faire face indirectement au péril que constituent les armes nucléaires. C'est pourquoi

(M. VELAYATI, République islamique d'Iran)

nous portons un intérêt particulier aux débats et aux efforts de la Conférence. L'utilisation constante, à grande échelle, par l'Iraq d'armes chimiques, alors que les négociations relatives à une nouvelle convention sur ces armes sont en cours, nous a conduit à nous pencher sur les questions débattues par la Conférence.

Vous avez sûrement appris récemment les terribles nouvelles provenant de la ville iranienne de Sardasht, nouvelles dont la seule répétition nous plonge dans la stupeur. Les quartiers résidentiels de la ville ont été soumis à des bombardements chimiques des plus barbares, causant la perte de centaines de vies innocentes. Ce n'était pas la première fois que l'Iran subissait des attaques avec des armes chimiques et ce n'était pas la première fois non plus que des zones civiles et des quartiers résidentiels en étaient la cible. Mais c'était la première fois qu'une ville entière était empoisonnée par les forces iraqiennes. L'ampleur de l'attaque chimique était telle que plusieurs jours plus tard, lorsque les experts envoyés par l'ONU sont arrivés sur les lieux, les zones touchées étaient encore fortement contaminées. Un certain nombre d'habitants atteints se trouvent toujours dans des hôpitaux européens. Je vous demande instamment, vous qui participez directement à des négociations importantes concernant la nouvelle convention sur les armes chimiques, de rendre visite à ces malades et de constater par vous-même les effets atroces de ces armes de destruction. Parmi les blessés, il y a des personnes qui ont vu périr des membres de leur famille et qui ont elles-mêmes été atteintes par des substances chimiques. Je suis sûr que la vue de ces crimes vous incitera à redoubler d'efforts pour arriver à un accord définitif sur une convention relative aux armes chimiques.

Bien que des progrès aient été réalisés dans les pourparlers et qu'un accord semble davantage à notre portée, le non-respect des instruments en vigueur augure sinistrement de l'avenir. Le Protocole de Genève de 1925 apparaît peut-être primitif comparé à la convention qui fait aujourd'hui l'objet de délibérations d'une extrême complexité.

Toutefois, la seule adhésion des pays au Protocole a donné suffisamment de force à cet instrument. Depuis son entrée en vigueur, on n'a pas mis au point de mesures concrètes pour vérifier le respect ainsi que la non-utilisation, mesures qui constituent l'essentiel de la nouvelle convention. Or, l'utilisation avérée d'armes chimiques par l'Iraq montre à l'évidence que la vérification peut être menée à bien. Mais en l'absence d'une ferme volonté politique, il ne sera pas possible de prévenir l'utilisation d'armes chimiques - ce qui est certes moins compliqué que d'en prévenir la fabrication, la mise au point et le stockage.

Nous formulons et préparons, dans cette enceinte, une convention dont l'application dépendra en fin de compte des décisions d'autres organes des Nations Unies, notamment le Conseil de sécurité. Il s'agit donc de savoir si le Conseil a su faire preuve de l'habileté et de la volonté politique nécessaires devant l'utilisation avérée d'armes chimiques. La réponse est nette. Si le Conseil de sécurité a dû tenir compte des considérations

(M. VELAYATI, République islamique d'Iran)

politiques en ce qui concerne la violation répétée du Protocole de Genève par l'Iraq et n'a pas été capable d'adopter des mesures efficaces, il est évident qu'il ne faut pas s'attendre à ce que cet organe prenne des décisions en vue de garantir le respect des dispositions de la nouvelle convention.

Dans le dernier rapport du Secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité, on peut lire ce qui suit : "... d'un point de vue technique, il n'y a pas grand chose d'autre que nous puissions faire qui soit de nature à aider l'Organisation des Nations Unies dans ses efforts pour empêcher l'utilisation d'armes chimiques dans le présent conflit. A notre avis, c'est seulement par des efforts concertés au niveau politique que l'on pourra obtenir de tous les signataires du Protocole de Genève de 1925 qu'ils respectent leurs obligations. Sinon, si le Protocole se trouve affaibli de façon irrémédiable après avoir été généralement respecté au niveau international pendant 60 ans, cela risque d'amener notre planète sous la menace de l'utilisation d'armes biologiques." Nous pouvons donc conclure qu'il n'y a pas d'obstacle technique à une décision politique.

Le Conseil de sécurité, à la suite de ce rapport important a publié une déclaration en date du 14 mai 1987, qui ne contenait rien de plus que la déclaration du 21 mars 1986. Le Conseil savait pertinemment que les déclarations précédentes non seulement n'avaient pas empêché l'Iraq de répéter de tels actes barbares, mais encore l'avaient encouragé à violer le Protocole plus librement et ostensiblement. En fait, à la suite de la déclaration de 1986, l'Iraq célébrait 1987 en généralisant l'emploi d'armes chimiques contre les civils.

La déclaration anémique du 14 mai 1987 prouve que le Conseil de sécurité n'a pas, pour l'essentiel, les moyens de faire "des efforts concertés au niveau politique", bien que le Secrétaire général l'ait ouvertement demandé. En outre, le climat politique a empêché le Conseil de prendre une position sur le fond, sans parler d'une décision juste. Nous avons prévenu la communauté internationale à l'époque que cette tiédeur et cette faiblesse donneraient à l'Iraq l'audace d'intensifier ses crimes, et c'est hélas ce qui est arrivé.

L'utilisation d'armes chimiques par l'Iraq contre les habitants de Sardasht est sans précédent dans l'histoire des guerres contemporaines. Premières villes dans l'histoire dont les habitants ont été exterminés par des gaz toxiques, Sardasht devrait marquer la conscience de l'humanité au même titre qu'Hiroshima et Nagasaki. Le nom de cette ville devrait apparaître dans les encyclopédies et les livres d'histoire comme une flétrissure pour l'humanité. Il n'empêche que le Conseil de sécurité est resté soumis et passif, et qui plus est il a dissuadé le Secrétaire général de prendre toute mesure ou initiative à l'avenir.

Le régime iraquien, pour essayer de justifier ses crimes, a annoncé qu'il ne cesserait de violer le droit international que lorsque la guerre serait finie. Paradoxalement, les Etats-Unis, qui avaient dans un premier temps condamné l'utilisation d'armes chimiques par l'Iraq, soutiennent désormais l'Iraq au point d'empêcher le Conseil d'examiner la question et de recevoir le rapport technique sur le génocide de Sardasht.

(M. VELAYATI, République islamique d'Iran)

Autrement dit, les Etats-Unis ferment les yeux sur l'emploi d'armes chimiques à la guerre et ne justifient leur limitation qu'en temps de paix. Les Etats qui avaient des positions très claires sur la question dans le passé suivent maintenant la ligne des Etats-Unis pour des raisons politiques liées à leurs relations bilatérales.

Tandis que les pays de l'OTAN envisagent une attaque nucléaire en représailles à une attaque chimique de villes, comment interpréter cette indifférence à l'égard de la catastrophe de Sardasht ? Qu'on ne vienne pas prétendre que le Conseil a tenu compte de cet événement et a condamné l'utilisation de gaz toxique dans sa dernière résolution. C'est la troisième année consécutive que cette position de pure façade est réitérée alors que l'Iraq ne fait que multiplier ses crimes. Non seulement le Conseil n'a pas fait d'efforts concertés au niveau politique, mais encore il s'est bien gardé d'enjoindre à l'Iraq de mettre fin à ses attaques chimiques. Il est évident que la faiblesse du Conseil de sécurité a donné carte blanche à l'Iraq pour perpétuer ses crimes inhumains et illégaux.

D'aucuns soutiendront que ces questions sont sans rapport avec les débats de la Conférence du désarmement, en quoi ils auront tort. Tout ce que je viens de dire concerne en fait directement les activités de la Conférence. Je lance ici un appel aux représentants de tous les pays, notamment à ceux des membres permanents du Conseil de sécurité, pour qu'ils posent à leurs représentants à l'ONU la question suivante : le Conseil réagira-t-il de la même façon en cas de non-respect et de violation de la nouvelle convention ? Si c'est le cas, il faut mettre en place un autre régime pour garantir l'application des dispositions de la Convention, notamment pour ce qui est de prévenir l'utilisation d'armes chimiques. Si le Conseil oppose des considérations politiques aux violations flagrantes de l'Iraq, vous pouvez être assurés que tous les efforts aboutiront aux mêmes résultats et qu'il tombera dans le discrédit comme est tombé en discrédit le Protocole de Genève.

La République islamique d'Iran appelle constamment de ses vœux un régime international qui garantirait effectivement le respect des dispositions relatives à l'utilisation d'armes chimiques. Des actions concertées de grande envergure destinées à renforcer le Protocole actuel s'imposent si l'on veut affermir la nouvelle convention. En ce qui concerne la vérification et la prévention, la théorie devrait s'appuyer sur la pratique, c'est-à-dire les violations du Protocole de Genève par l'Iraq. Nous avons commencé à réunir des exemples à cet égard et nous espérons pouvoir les présenter à la Conférence en temps voulu.

Les efforts de la Conférence dans le domaine du désarmement chimique méritent d'être soulignés. Les décisions de la Conférence au sujet de la convention sur l'interdiction du déploiement, de la mise au point, de la fabrication et de la détention d'armes chimiques montreront jusqu'à quel point la Conférence a réussi à s'acquitter de ses obligations. Les propositions présentées par divers pays au sujet de la nouvelle convention indiquent bien que les délégations ont compris le caractère d'urgence et l'importance de cette question.

(M. VELAYATI, République islamique d'Iran)

L'un des éléments positifs du projet de convention est la destruction des arsenaux d'armes chimiques qui existent actuellement dans le monde. Nous considérons que les préoccupations exprimées au sujet de la prolongation du délai prévu pour la destruction de toutes les armes chimiques sont justifiées, car pendant la période de dix ans qui est prévue, il sera toujours possible d'utiliser ces armes. Il convient donc que la Conférence envisage de réduire au maximum ce délai, pendant lequel tous les stocks feront l'objet d'une surveillance à l'échelon international.

Dans l'intervalle, il ne faudrait pas que les progrès accomplis sur la voie d'une convention en matière d'armes chimiques nous empêchent d'avancer dans d'autres domaines du désarmement. Si l'utilisation d'armes chimiques nous a incités à accélérer les débats sur l'interdiction de ces armes, nous espérons que les organisations internationales n'attendront pas qu'une situation analogue se produise pour faire avancer les travaux consacrés au désarmement nucléaire.

Les progrès de la science et de la technique ouvrent la voie à de nouvelles théories militaires, qui, à leur tour, sont à l'origine de nouveaux progrès scientifiques, lesquels entraînent une révision des stratégies militaires. Le fossé qui sépare les progrès technologiques des doctrines militaires, fossé qui neutralise en permanence les mesures de désarmement, provoque le développement quantitatif et qualitatif de l'armement nucléaire. Tout cela au moment où une guerre nucléaire accidentelle nous guette comme par le passé.

Par ailleurs, le fait qu'Israël et l'Afrique du Sud détiennent des armes nucléaires augmente le péril. Si les tendances actuelles devaient s'affirmer, d'autres pays auraient inévitablement recours à de telles armes pour garantir leur propre sécurité et à court terme, toute tension politique ou militaire risquerait de déboucher sur un affrontement nucléaire. En dépit de tous les avertissements qui ont été lancés et des préoccupations qui se sont exprimées au sujet des conséquences qui en résulteraient, le monde a frôlé à maintes reprises la guerre ou la catastrophe nucléaire. Il y a suffisamment d'armes atomiques sur la Terre à l'heure actuelle pour anéantir plusieurs fois le globe. Et pourtant la course insensée aux armements se poursuit au même rythme, tandis que les pourparlers sur le désarmement nucléaire entre les deux principaux Etats dotés d'armes nucléaires progressent très lentement. Comme il suffirait de 1 à 2 % des arsenaux nucléaires pour supprimer toute trace de civilisation du globe, un désarmement qui toucherait moins de 95 % de ces arsenaux ne serait guère efficace. Il appartient donc, pour une très grande part, aux Etats dotés d'armes nucléaires de parvenir sans tarder à un accord sur un désarmement nucléaire total. Pour atteindre cet objectif, il faut dénoncer la dissuasion nucléaire par l'équilibre de la terreur. Les moyens de détruire la civilisation ne devraient pas servir de garant à la sécurité nationale. Les propositions constructives en vue d'éliminer les armes nucléaires d'ici à l'an 2000 n'ont pas encore été traduites dans les faits. L'engagement pris par certains Etats dotés d'armes nucléaires de ne pas être les premiers à utiliser ces armes en aucune circonstance n'a pas reçu

(M. VELAYATI, République islamique d'Iran)

l'approbation de toutes les parties, encore que cela ne soit pas suffisant en soi. Dans ces conditions, nous espérons que l'élimination des missiles à moyenne portée d'Europe et d'Asie sera une première mesure efficace de désarmement universel.

Selon nous, l'interdiction des essais nucléaires est l'un des points de l'ordre du jour qui devrait bénéficier d'une attention hautement prioritaire. La poursuite des essais nucléaires non seulement a intensifié la course aux armements nucléaires, mais encore a mis la vie humaine en danger. Il ressort des études qui ont été faites que si les essais nucléaires se poursuivent jusqu'en l'an 2000, le taux de radiation provoquera la mort prématurée de 150 000 personnes dans le monde, dont plus de 90 % dans l'hémisphère Nord.

Pour ce qui est de l'engagement pris par des Etats dotés d'armes nucléaires de ne pas recourir ni menacer de recourir aux armes nucléaires contre des Etats non dotés d'armes nucléaires, il conviendrait que tous les Etats dotés d'armes nucléaires annoncent, par des engagements ayant force obligatoire à l'échelon international, leur adhésion à cet égard en attendant une interdiction totale de l'utilisation d'armes nucléaires, qui offrirait la garantie la plus efficace. Nous espérons que le Comité spécial chargé de cette question parviendra à obtenir des résultats tangibles.

La course effrénée aux armements nucléaires se poursuit à un rythme tel qu'elle est en passe de contaminer l'espace. Il semble que la planète ne suffise plus aux superpuissances pour semer la terreur. L'espace est le patrimoine commun de l'humanité et l'utiliser à des fins autres que pacifiques est un crime contre l'humanité. La mise au point d'armes spatiales n'a fait qu'ajouter qualitativement à la course aux armements, ce qui rend le désarmement nucléaire plus compliqué et plus problématique que jamais. Selon nous, en renforçant le régime juridique applicable à l'espace, on peut éviter que la course aux armements s'étende à de nouveaux domaines.

Rien n'autorise à penser, comme certains le prétendent, que les satellites militaires ont un rôle stabilisateur. Si la présence de satellites de reconnaissance est nécessaire dans l'espace, elle n'est acceptable que si elle est soumise à un contrôle international rigoureux, et cela en attendant un désarmement complet.

Malheureusement, aucun progrès notable n'a été accompli dans aucun de ces domaines. J'espère qu'après avoir donné sa forme définitive à la convention sur le désarmement chimique, la Conférence trouvera l'impulsion nécessaire pour rechercher une solution aux autres problèmes du désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran. Je donne maintenant la parole à l'orateur suivant, le représentant de la Bulgarie, l'Ambassadeur Tellalov.

M. TELLALOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole depuis que vous assumez la présidence, je tiens à vous dire combien ma délégation est satisfaite de vous voir mener à bien les tâches importantes qui vous sont confiées en tant que Président de notre Conférence. Nos deux pays entretiennent depuis toujours des relations d'amitié et d'étroite coopération. Je suis, quant à moi, très heureux d'avoir l'occasion de travailler avec vous une fois de plus et de tirer profit de votre riche expérience professionnelle, dont vous faites preuve à nouveau en guidant nos travaux avec tant de compétence et d'efficacité pendant le mois de juillet. Je voudrais aussi exprimer notre gratitude à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Alfarargi de l'Egypte, pour le discernement avec lequel il a présidé nos travaux pendant le premier mois de la session d'été. La Conférence a eu l'honneur d'accueillir aujourd'hui Son Excellence Ali Akbar Velayati, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, et nous avons écouté sa déclaration avec intérêt. Nous regretterons nos collègues qui ont l'intention de quitter bientôt la Conférence, s'ils ne l'ont déjà fait, l'Ambassadeur Cromartie de la Grande-Bretagne, l'Ambassadeur Dhanapala de Sri Lanka, et l'Ambassadeur Tonwe du Nigéria. Nous leur souhaitons un plein succès dans leurs nouvelles et importantes fonctions.

Je n'aborderai aujourd'hui que deux des questions inscrites à notre ordre du jour – les garanties négatives de sécurité et la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Comme on le sait, la Bulgarie a toujours estimé qu'à l'ère nucléaire il importait d'assurer la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires. La délégation bulgare est d'ailleurs la coordonnatrice des délégations socialistes pour cette question. Les pays socialistes ont réaffirmé à maintes reprises leur désir de faire progresser l'examen de ce point de l'ordre du jour, car ils sont convaincus que, dans les circonstances actuelles, il n'est pas moins nécessaire de renforcer la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires. Certains faits nouveaux peu constructifs ont souligné qu'il était urgent de parvenir à des arrangements internationaux pour garantir de manière efficace et uniforme, voire inconditionnelle, les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. Nous sommes donc convaincus que le Comité spécial créé au titre du point 6, présidé par l'Ambassadeur Stülpmagel de la République fédérale d'Allemagne, ne devrait ménager aucun effort pour apporter une solution commune et sensée au problème – une solution qui puisse être acceptée par chacun et consacrée par un instrument international juridiquement contraignant.

Aux séances du Comité spécial, la délégation bulgare a mentionné diverses mesures spécifiques qu'il pourrait être utile d'envisager afin d'accroître la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires :

- D'une manière générale, le non-recours aux armes nucléaires serait le meilleur moyen de garantir leur sécurité. La Conférence du désarmement a été priée de commencer à élaborer un instrument juridique international interdisant le recours aux armes nucléaires.

(M. Tellalov, Bulgarie)

- Une déclaration, que feraient tous les Etats dotés d'armes nucléaires, et pas seulement la Chine et l'Union soviétique comme c'est le cas, par laquelle ces derniers s'engageraient à ne pas employer les premiers l'arme nucléaire. Un tel engagement de leur part ferait beaucoup pour accroître la confiance.
- Des arrangements de sécurité régionaux, pris unilatéralement ou multilatéralement, offrant à tout Etat partie à un accord portant création d'une zone dénucléarisée des garanties de non-recours aux armes nucléaires. Le Traité de Tlatelolco et celui de Rarotonga paraissent constituer désormais deux éléments majeurs d'un futur système d'arrangements de ce genre, pour lesquels ont opté plusieurs Etats non dotés d'armes nucléaires dans diverses régions du monde.

La Bulgarie, comme vous le savez, travaille activement à la création d'une zone dénucléarisée dans les Balkans. Il y a une semaine, la Bulgarie et la Grèce adoptaient au niveau politique le plus élevé un document commun tendant à ce que des mesures pratiques soient entreprises à cette fin. Elles y ont invité tous les pays balkaniques à participer à ce processus, auquel elles se sont dites résolues à contribuer à titre bilatéral.

- En outre, nous préconisons énergiquement la conclusion d'un instrument international garantissant les Etats non dotés d'armes nucléaires n'ayant pas de telles armes sur leur territoire contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

Le Comité spécial créé au titre du point 6 examine depuis plusieurs années déjà – et toujours sans résultat – cette "approche globale" du problème des garanties négatives de sécurité. Nous déplorons que les Etats qui ont opté pour la politique de la dissuasion nucléaire fondée sur le recours aux armes nucléaires en première frappe n'aient pas encore jugé bon de revenir sur leurs positions – fait qui s'est révélé être un obstacle majeur à l'aboutissement des négociations. Nous reconnaissons, cependant, qu'au moins certains de ces Etats ont fait quelques tentatives – peut-être encore assez théoriques – pour repenser leurs conceptions de la sécurité. Des représentants de diverses écoles de pensée stratégique ont avancé récemment des suggestions en ce sens. Nous attendons avec impatience de voir les gouvernements prendre des décisions formelles appropriées qui dénoteraient une démarche politique et militaire nouvelle – de plus en plus nécessaire – à l'égard des problèmes urgents posés par la sécurité. Une telle réévaluation des doctrines pourrait aussi aider la Conférence à trouver une solution commune touchant les garanties négatives de sécurité à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires. En cherchant une solution à ce problème des garanties, il faudrait donner la priorité aux intérêts légitimes de sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires, car ceux-ci, du fait même qu'ils ont renoncé à l'option nucléaire et n'acceptent que des armes atomiques soient placées sur leur territoire, ont le droit absolu d'exiger des arrangements des plus efficaces pour les garantir contre le recours ou la menace du recours à de telles armes. Ils le méritent, en effet, puisqu'ils ne peuvent aucunement constituer une menace pour d'autres pays sur le plan nucléaire.

(M. Tellalov, Bulgarie)

Les pays socialistes estiment que le Comité spécial créé au titre du point 6 devrait tenter de résoudre les problèmes difficiles liés à l'essence des garanties négatives de sécurité. Nous sommes fermement convaincus que pour trouver une solution significative, il nous faut réellement une démarche nouvelle. L'évolution récente de la politique internationale offre des éléments sûrs à partir desquels on peut chercher et adopter une telle démarche. Je me contenterai de quelques exemples : l'entente politique importante intervenue entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique quant à l'idée qu'"une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée", qui devrait avoir aussi une incidence positive sur la question des garanties négatives de sécurité; le fait que l'engagement de ne pas utiliser les armes nucléaires en premier, conçu comme un principe doctrinal, devient peu à peu une condition préalable usuelle de toute attitude militaire qui se veut strictement défensive; les résultats positifs de la Conférence de Stockholm, qui ont contribué à accroître la confiance entre les Etats d'Europe; et le document adopté à Berlin sur la doctrine militaire des Etats signataires du Traité de Varsovie. Tout cela devrait nous encourager à essayer de nouveaux moyens de garantir de manière efficace, uniforme et juridiquement contraignante les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

Une proposition nouvelle et intéressante a été faite dans le document CD/768 par la délégation nigérienne. La délégation bulgare l'a longuement commentée aux réunions du Comité spécial et continuera à participer à son examen. Nous approuvons la portée essentielle de cette proposition, qui tend à indiquer une voie pour nous faire sortir de l'impasse où nous nous trouvons actuellement, et remettre le problème des garanties négatives de sécurité sur la table des négociations. Mais le Comité spécial ne pourra pas de sitôt trouver une solution commune qui serait la contrepartie de l'engagement pris par plusieurs des Etats représentés ici en matière de non-prolifération des armes nucléaires, et qui pourrait être présentée à la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Le Comité spécial créé au titre du point 5 examine depuis trois ans la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Il est présidé à cette session par l'Ambassadeur Pugliese, de l'Italie. Malgré les efforts déployés par de nombreuses délégations pour nous faire avancer vers la conclusion de quelque accord dans ce domaine, les débats actuels du Comité spécial paraissent à beaucoup d'entre nous constituer à bien des égards une simple répétition des travaux de l'année dernière. Cette perte de vitesse pourrait bien indiquer que le Comité a déjà épuisé un mandat apparemment inadéquat. Ce que nous devons faire maintenant, et peut-être l'année prochaine, c'est travailler de façon plus concrète, plus spécifique et plus structurée sur cette question et dégager en définitive les points sur lesquels il y a convergence. Ensuite - c'est ce qui me paraît le plus logique -, il s'agirait sans doute de passer à l'élaboration de dispositions spécifiques d'un traité et de définitions convenues d'un commun accord touchant les questions qui, de l'aveu général, présentent un intérêt pour nous. Les propositions émises constitueraient tout naturellement un point central de nos débats à cet égard.

(M. Tellalov, Bulgarie)

Il semble d'ores et déjà opportun de concerter nos efforts pour parvenir à un accord interdisant les armes antisatellites. Le régime juridique applicable à l'espace qui est actuellement en vigueur impose certaines restrictions importantes quant à la nature, au déploiement et à l'utilisation éventuelle de telles armes. Cependant, ces restrictions ne semblent pas être suffisamment exhaustives. On pourrait fort bien, par exemple, mettre au point des armes antisatellites non nucléaires et les déployer dans l'espace en dépit des contraintes juridiques établies.

A notre avis, il existe, du moins pour l'heure, deux conditions préalables importantes qui favoriseraient la négociation concrète et la conclusion rapide d'un accord interdisant les armes antisatellites. Premièrement, les deux principales puissances spatiales observent maintenant un moratoire de fait sur les essais et le déploiement de telles armes. Deuxièmement, la majorité des pays voudraient aujourd'hui que l'on convienne rapidement d'interdire toutes les armes antisatellites spécifiques et de démanteler celles qui existent. Plusieurs délégations à la Conférence du désarmement ont déjà soumis des propositions concrètes quant à la façon de parvenir à une telle interdiction.

En adoptant des mesures appropriées, conçues de façon à accroître par ailleurs la confiance, nous pourrions avancer vers la réalisation de cet objectif. On peut concevoir qu'il importerait, par exemple, de garantir l'immunité des satellites et, éventuellement, celle des stations au sol correspondantes, en vue d'interdire les armes antisatellites de façon plus complète et réaliste. Un accord sur cette question pourrait répondre à la nécessité d'empêcher la mise au point, l'essai et le déploiement de nouveaux systèmes d'armes antisatellites spécifiques et d'éliminer les systèmes existants. On pourrait également envisager d'interdire le recours à la force contre des objets spatiaux. Une telle clause aurait le mérite de proscrire toute atteinte au fonctionnement normal des objets spatiaux au moyen de systèmes servant généralement à d'autres fins mais qui pourraient, en principe, être utilisés comme une arme antisatellite. Cela réglerait le problème des systèmes de satellites dits à double capacité.

D'aucuns ont dit aux réunions du Comité spécial créé au titre du point 5 que le problème des systèmes à double capacité pourrait poser certaines difficultés dans le cadre d'une interdiction de tous les systèmes antisatellites spécifiques. Cependant, ces craintes ne semblent pas être justifiées, car il existe bien des moyens de surmonter de telles difficultés. L'une des méthodes essentielles à suivre pour évaluer l'aptitude effective d'un système à devenir une arme antisatellite présentant un intérêt militaire consisterait à soumettre ces systèmes à des essais. Les adversaires d'une interdiction complète des essais ont tenté avec insistance de nous convaincre que les essais nucléaires revêtent une importance immense pour déterminer l'intérêt militaire et la fiabilité de nouveaux modèles d'armes. Si nous sommes censés ajouter foi à de tels arguments dans le cas d'une interdiction complète des essais nucléaires, je ne vois pas pourquoi nous devrions penser autrement dès lors qu'il s'agit de systèmes antisatellites. Pour s'assurer de la fiabilité d'un système spatial conçu pour accomplir des fonctions d'arme

(M. Tellalov, Bulgarie)

antisatellite, il faut le soumettre à des essais assez étendus où interviennent précisément ces fonctions. Etant donné les capacités de surveillance que chaque partie possède à présent, de tels essais seraient nécessairement découverts. Ainsi, chaque partie viendrait inévitablement à connaître l'existence, chez l'autre, de tout système antisatellite présentant un intérêt militaire, ce qui faciliterait la vérification d'une interdiction convenue d'un commun accord.

Autre réserve faite quant à la suggestion de conclure un accord sur l'immunité des satellites, c'est que les objets spatiaux sont déjà protégés contre le recours à la force en vertu du paragraphe 4 de l'Article 2, de la Charte des Nations Unies. Tout en reconnaissant l'importance que revêt la Charte au regard du droit international, force est de constater après une lecture attentive de ce paragraphe, que celui-ci interdit en fait de recourir à l'emploi de la force contre "l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat". On imagine très difficilement comment le cas particulier de l'espace – héritage commun de l'humanité – pourrait raisonnablement être lié à la notion de "l'intégrité territoriale" et de "l'indépendance politique de tout Etat". Une solution plus réalisable serait d'élaborer un accord spécial assurant l'immunité des satellites, qui compléterait et renforcerait dans un domaine particulier les dispositions générales de la Charte.

Dans la déclaration que j'ai faite ici le 2 avril, je me suis longuement arrêté sur une idée précieuse qui intéresse toutes les mesures visant à empêcher l'implantation d'armes dans l'espace. Il s'agissait de la proposition soviétique du 3 février 1987 tendant à créer un inspectorat international aux fins de vérifier le respect d'accords sur cette question. Les éléments concrets de cette proposition méritaient d'être examinés de très près. L'équipe d'inspecteurs internationaux qu'il est suggéré de constituer pourrait être chargée de surveiller l'application tant d'une interdiction des armes antisatellites qu'une interdiction globale de déployer tout autre type d'armes spatiales. Le Comité spécial devrait, à notre avis, entreprendre une étude sérieuse de cette proposition et en examiner, sur le plan pratique, les éléments spécifiques.

Tous les comités spéciaux de la Conférence abordent maintenant l'étape finale de leurs travaux, où les délégations commencent à étudier les rapports de ces organes. Nous avons l'espoir que ces derniers pourront faire état de quelques progrès pour la présente session. La délégation bulgare est certaine que les progrès enregistrés maintenant ouvriraient la voie à des travaux encore plus productifs au cours de la session suivante de la Conférence, qui pourrait bien être la dernière avant la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Bulgarie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues pour le Président et pour son pays. Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande, l'Ambassadeur Rose.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) :

Monsieur le Président, pour commencer, je voudrais vous féliciter chaleureusement de votre accession à la Présidence de la Conférence pour le mois de juillet. Je suis heureux que ces fonctions importantes soient confiées au représentant d'un pays avec lequel la République démocratique allemande entretient des rapports d'amitié profonde et d'étroite coopération. Vous nous avez déjà apporté un précieux concours grâce à votre longue expérience et à votre sens diplomatique. Ma délégation se félicite de la présence, dans cette enceinte, du Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, et nous avons écouté très attentivement son importante déclaration. Je déplore que votre prédécesseur, l'Ambassadeur Alfarargi, quitte la Conférence et je saisis cette occasion pour le remercier une fois de plus très sincèrement des efforts qu'il a faits en tant que Président de cette Conférence, ainsi que de la bienveillance avec laquelle il a collaboré avec ma délégation. Je lui souhaite bonne chance et un plein succès dans ses activités futures. C'est aussi ce que je souhaite à notre distingué collègue, l'Ambassadeur Tonwe du Nigéria. Ma délégation regrette également le départ de l'Ambassadeur Cromartie. Je lui adresse tous mes vœux de bonne santé et je n'oublierai jamais son dévouement en tant que Président du Comité des armes chimiques. Je suis très heureux d'accueillir parmi nous un vieil ami, l'Ambassadeur Rodrigo de Sri Lanka, et je suis persuadé que les excellentes relations qui existent entre nos deux délégations seront maintenues dans cette enceinte.

Je voudrais formuler aujourd'hui quelques observations sur le point 5 de notre ordre du jour, intitulé "Prévention d'une course aux armements dans l'espace".

Auparavant, cependant, permettez-moi de commenter brièvement les faits les plus récents concernant l'élimination envisagée des missiles opérationnels tactiques et à moyenne portée.

Toutes les déclarations pertinentes qui ont été faites devant cette Conférence ont montré que nous sommes parfaitement conscients des incidences considérables qu'aurait un accord entre l'URSS et les Etats-Unis dans ce domaine pour l'ensemble du processus de désarmement et le renforcement de la sécurité internationale. Toutes les délégations sont d'accord sur ce point. La République démocratique allemande estime qu'une conclusion satisfaisante des négociations qui sont actuellement en cours constituerait littéralement la clef qui permettrait d'ouvrir toute grande la porte du désarmement. Il ne fait aucun doute qu'elle aurait un effet positif sur les travaux de la Conférence, puisque le fait seul que des négociations se sont engagées a amené une amélioration importante du climat politique.

Il y a quelques jours, le Secrétaire général Gorbatchev a accordé au journal indonésien "Merdeka" une interview au cours de laquelle il a présenté une nouvelle proposition visant à relancer les négociations et à avancer leur conclusion. L'Union soviétique renonce entièrement aux missiles opérationnels tactiques et à moyenne portée, dans le cadre de la double option zéro. Ainsi, sous réserve de la réciprocité, elle n'insiste plus pour conserver 100 ogives destinées aux forces à moyenne portée stationnées sur son territoire.

(M. Rose, République démocratique allemande)

asiatique, comme il avait été convenu à Reykjavik. Il est donc compréhensible que l'Union soviétique attende maintenant des Etats-Unis qu'ils renoncent à accroître leur présence nucléaire dans certaines régions de l'Asie. Dès lors, c'est à l'autre partie d'éliminer les autres pierres d'achoppement qui font obstacle aux progrès des négociations bilatérales, ce qui suppose notamment la destruction des ogives des missiles Pershing-1A.

En présentant cette nouvelle proposition, l'URSS répond aux vœux des nations asiatiques. En même temps, elle appelle notre attention sur la nécessité de promouvoir le désarmement, la sécurité et la confiance dans la région de l'Asie et du Pacifique et sur les possibilités concrètes qui existent à cet effet. De toute évidence, ces possibilités intéressent particulièrement les pays situés dans cette partie de notre planète. Cependant, au cours des débats sur la double option zéro globale, toutes les parties ont souligné la dimension mondiale du désarmement et de la sécurité. C'est la raison pour laquelle ma délégation se félicite de tous les efforts déployés dans ce domaine, non seulement en Europe, mais dans d'autres régions du globe.

Je reviens maintenant au point 5. Dans quelques mois, il y aura 30 ans que l'on a capté pour la première fois les signaux du premier Spoutnik, signaux qui marquaient le début de l'ère spatiale. Les tentatives visant à placer des armes dans l'espace et à créer des versions régionales de l'Initiative de défense stratégique assombrissent actuellement les perspectives qu'offre l'espace dans le domaine des utilisations pacifiques. Le temps presse pour assurer, grâce à des accords internationaux, l'utilisation exclusivement pacifique de l'espace, notamment l'immunité et la protection des satellites.

Le Comité spécial de l'espace a accompli un travail utile sous la conduite éclairée de l'Ambassadeur Pugliese. Une série d'idées et de propositions intéressantes ont été rassemblées et une base satisfaisante a été établie pour procéder à des travaux concrets, réalistes et pragmatiques. A cette fin, des documents ont été soumis à la Conférence du désarmement, notamment par l'Italie (CD/9), l'Union soviétique (CD/274 et CD/476), le Canada (CD/678 et CD/716), le Pakistan (CD/708) et le Venezuela (CD/709/Rev.1). Le point 3 du programme de travail du Comité, intitulé "Propositions existantes et futures initiatives concernant la prévention d'une course aux armements dans l'espace", devrait véritablement donner lieu à des débats et, ultérieurement, à des négociations sur des mesures appropriées.

Au cours des délibérations, diverses délégations ont évoqué la forme que devrait revêtir un traité interdisant les armes antisatellites et les mesures juridiquement contraignantes permettant d'assurer l'immunité des satellites.

A la séance plénière du 24 juillet 1986, ma délégation a décrit les principaux éléments qui, à son avis, doivent figurer dans un futur traité. Aujourd'hui, je me propose de développer un certain nombre d'idées concernant la portée d'un accord futur, la vérification de son respect et le rapport entre une interdiction des systèmes antisatellites et l'utilisation pacifique de l'espace. Ce faisant, je tiendrai compte des suggestions et des propositions avancées par plusieurs autres délégations.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Même si le Comité, jusqu'à présent, n'a pu se mettre d'accord sur les objets à protéger dans l'espace, il nous semble qu'un dénominateur commun se dessine quant au champ d'application du traité envisagé. Dans ce contexte, on part de l'hypothèse qu'il n'existe pas d'armes dans l'espace et que, par conséquent, tous les objets spatiaux doivent être protégés. Cette hypothèse une fois admise, la portée du traité devrait comprendre les points suivants : a) l'interdiction de l'emploi de la force contre tout objet spatial; b) la prévention de la destruction ou de l'endommagement délibérés d'objets spatiaux; c) l'interdiction de toute action tendant à entraver le fonctionnement normal d'un objet spatial; d) l'interdiction de la mise au point, de la fabrication ou du déploiement d'armes antisatellites; e) la destruction, sous contrôle international, de toute arme antisatellite déjà existante.

Ces suggestions devraient permettre de répondre aux préoccupations exprimées par un certain nombre de délégations, qui ont fait observer qu'il serait difficile de distinguer entre les capacités des armes antisatellites spécialisées et non spécialisées. Un "code de la route" ou un "code de conduite" pourraient s'inscrire dans le champ de l'accord que je viens de tracer. Il va sans dire que toutes ces questions exigent une étude en profondeur.

Les moyens à employer pour assurer le respect constituent sans nul doute l'un des problèmes les plus vitaux et les plus ardu. On peut envisager plusieurs possibilités, ensemble ou séparément : a) l'extension des échanges d'information sur les paramètres de trajectoire et les fonctions des objets spatiaux; b) l'utilisation des moyens techniques nationaux de vérification; c) la création d'un mécanisme consultatif multilatéral complétant les autres formes de consultation; d) l'établissement d'un inspectorat international doté de larges pouvoirs, y compris le droit de procéder à des mesures rigoureuses d'inspection par mise en demeure sur place. Les détails de ces mesures et de ces méthodes devraient être mis au point.

A ce propos, permettez-moi de formuler quelques brèves observations sur le rôle que pourrait jouer un inspectorat international. La délégation de l'URSS a suggéré d'établir un tel inspectorat en vue de vérifier qu'aucune arme n'est déployée dans l'espace. L'organisme proposé devrait notamment avoir le droit de procéder à une inspection sur place de tous les objets conçus pour être lancés et installés dans l'espace. La création de cet inspectorat présenterait également une importance capitale pour s'assurer du respect d'un futur accord sur les armes antisatellites. En fait, cet inspectorat serait à même de vérifier de façon fiable le non-déploiement de catégories entières d'armes antisatellites éventuelles. La proposition soviétique et la suggestion française visant à créer une agence internationale de satellites de contrôle, ainsi que le concept de Paxsat élaboré par le Canada donnent corps à un système complet de mesures de vérification éventuelles. Au stade actuel, il semble souhaitable de vérifier les possibilités qu'il peut offrir. En conséquence, le Comité spécial devrait examiner de plus près, dans un avenir rapproché, tous les problèmes liés à cette question, de préférence avec l'aide d'experts qui pourraient constituer un groupe de travail du Comité.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Compte tenu des possibilités évoquées ci-dessus, un inspectorat international serait parfaitement capable de vérifier le non-déploiement d'armes antisatellites dans l'espace. Pour ce qui est de la vérification des armes antisatellites lancées à partir du sol ou par air, il serait peut-être opportun de tirer parti de l'expérience acquise dans d'autres instances de négociation sur le désarmement.

Un autre aspect présente une grande importance pour la vérification du respect des traités multilatéraux. Il est de l'intérêt de tous les pays signataires que ces traités fonctionnent efficacement. Compte tenu de cette considération, ma délégation estime qu'il est nécessaire d'examiner comment les informations relatives au respect obtenues à l'aide des moyens techniques nationaux pourraient être mises à la disposition de tous les Etats parties, soit directement soit par l'intermédiaire d'un mécanisme multilatéral.

Nous devons chercher non seulement à interdire les armes dans l'espace, mais aussi à faire progresser la coopération en matière de recherche et d'utilisation de l'espace à des fins pacifiques. Tout accord de désarmement devra apporter une contribution directe au renforcement de la collaboration internationale. C'est précisément de cet objectif que s'inspire la proposition que l'Union soviétique a présentée le 10 juin 1986 concernant l'établissement d'une organisation mondiale de l'espace qui serait notamment chargée de surveiller le respect des traités multilatéraux. Cette idée a été développée davantage dans la proposition soviétique visant à créer, avec l'aide des principales puissances spatiales, un centre international de recherches communes sur la technologie spatiale à l'intention des pays en développement.

On ne saurait nier qu'il existe une corrélation essentielle entre la prévention d'une course aux armements dans l'espace et l'utilisation pacifique de ce milieu par tous les peuples. Nous devrions toujours avoir cette considération présente à l'esprit dans nos travaux concrets.

Nul ne sous-estime les problèmes que poseront les négociations sur l'interdiction des armes antisatellites, et il est légitime de les souligner. Cependant, le moment est venu de travailler à leur règlement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées au Président et à son pays. La liste des orateurs est épuisée pour aujourd'hui. Y-a-t-il d'autres membres qui souhaiteraient intervenir à ce stade ? Je donne la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Je tenais simplement à faire une observation au sujet des propos de l'Ambassadeur Rose. Je le remercie de sa déclaration que j'ai trouvée très intéressante, mais je voudrais lui rappeler que les Etats-Unis ont présenté une proposition visant à examiner la question des forces nucléaires intermédiaires il y a cinq ou six ans et que le consentement donné récemment

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

par M. Gorbatchev à cet égard est le fruit de cinq ou six années de délibérations. Je tiens aussi à souligner que la question des Pershings concerne la République fédérale d'Allemagne. En effet, elle met en jeu la souveraineté de ce pays et non celle des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant des Etats-Unis pour ses observations. Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je ne veux pas m'étendre sur les remarques que vient de faire l'Ambassadeur des Etats-Unis, mais j'ai toujours cru que les ogives des Pershings-1A appartenaient aux Etats-Unis. Peut-être ai-je tort ?

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République fédérale d'Allemagne.

M. von STULPNAGEL (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Je veux simplement rappeler à la Conférence que ma délégation a exposé le point de vue du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sur la question il y a quelques semaines.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Permettez-moi maintenant de passer à un autre sujet. Comme je l'ai annoncé au début de nos travaux d'aujourd'hui, je compte suspendre la séance et convoquer une réunion officieuse pour examiner la proposition du Groupe des 21, qui fait l'objet du document CD/515/Rev.3. Immédiatement après, nous reprendrons la séance plénière pour poursuivre l'examen de ce document.

La séance plénière est suspendue à 11 h 15; elle est reprise à 11 h 25.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La 425ème séance plénière de la Conférence du désarmement est reprise. Je sou mets maintenant à la Conférence, pour décision, le document CD/515/Rev.3 présenté par le Groupe des 21 et intitulé "Projet de mandat pour un comité spécial au titre du point 3 de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement". Je voudrais savoir s'il y a des objections au projet de mandat ? Je donne la parole au représentant de la Belgique.

M. NIEUWENHUYS (Belgique) : Je souhaite faire une déclaration au nom du Groupe occidental. Le Groupe occidental est quelque peu désappointé de voir proposer une fois de plus à la décision de la Conférence le projet de mandat CE/515 (3ème révision). Ceci s'est afait sans consultation avec le Groupe occidental, qui ne peut partager le point de vue selon lequel la présentation de ce projet serait de nature à rendre plus facile la discussion sur ce point de l'ordre du jour. Que nous ne soyons à nouveau pas en mesure de nous associer à un consensus sur ce projet de mandat n'aura donc rien de surprenant.

Le Groupe occidental attache de l'importance au point 3 de notre ordre du jour intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées". Nous avons à plusieurs reprises, depuis de

(M. Nieuwenhuys, Belgique)

nombreuses années, à la fois au sein de cette Conférence et de l'Assemblée générale des Nations Unies, souligné le fait que nous sommes prêts à avoir une discussion et un échange de vues approfondis sur cette importante question. Nous nous sommes montrés disposés à renouveler cette année encore nos efforts en vue de dégager, au sein de cette Conférence, un cadre approprié pour un examen en profondeur de ce point de l'ordre du jour.

Enfin, je voudrais souligner le fait que mon Groupe attache la plus grande importance à des politiques et actions concrètes, tendant à prévenir toutes les guerres, y compris la guerre nucléaire. Nous partageons le point de vue des dirigeants des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, exprimé dans leur communiqué conjoint de novembre 1985, sur l'importance d'éviter toute guerre entre eux, qu'elle soit nucléaire ou classique.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Y a-t-il d'autres membres qui souhaiteraient intervenir ? Je donne la parole au représentant de la Chine.

M. FAN (Chine) (traduit du chinois) : La prévention d'une guerre nucléaire, question qui concerne d'une manière générale tous les peuples du monde, a toujours constitué l'un des points prioritaires de l'ordre du jour de cette Conférence. Au cours des dernières années, les délégations de tous les Etats Membres ont, à maintes occasions, organisé des débats et des consultations sur la création d'un comité spécial au titre de ce point. La délégation chinoise s'est toujours opposée à la course aux armements nucléaires et attache une grande importance à la question de la prévention d'une guerre nucléaire. Elle a exposé, à de nombreuses reprises, sa position et son point de vue à cet égard et a présenté le document de travail CD/691. Nous pensons que la Conférence du désarmement devrait intensifier ses travaux sur ce point, et notamment créer un organe subsidiaire. A notre avis, le Groupe des 21 a toujours accordé de l'importance à cette question et le projet de mandat qu'il a présenté, et qui fait l'objet du document CD/515/Rev.3, est un projet rationnel que nous appuyons pleinement. Cela ne nous empêche pas de penser que la Conférence du désarmement peut poursuivre ses travaux sur le point 3 sous d'autres formes.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Bulgarie.

M. TELLALOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Comme chacun le sait, le Groupe des pays socialistes attache la priorité absolue à la question de la prévention d'une guerre nucléaire. Nous pensons que des négociations concrètes peuvent être engagées - et devraient l'être - en vue d'élaborer des mesures urgentes destinées à prévenir une guerre nucléaire. Les pays socialistes ont toujours affirmé que ce point devait être examiné de manière exhaustive, compte tenu de toutes les questions connexes. A cette fin, un certain nombre de propositions précises ont été présentées par notre Groupe et par les membres du Groupe des 21. C'est dire que nous sommes fermement convaincus qu'il existe bien une base solide pour de telles négociations et qu'un organe subsidiaire approprié relevant de la Conférence du désarmement devrait être

(M. Tellalov, Bulgarie)

créé à cette fin. Le Groupe des pays socialistes appuie sans réserve le projet de mandat pour un comité spécial au titre du point 3 de l'ordre du jour, tel qu'il figure dans le document CD/515/Rev.3 en date du 21 juillet 1987, projet proposé par le Groupe des 21. La création d'un tel comité aurait permis à la Conférence d'examiner, dans un premier temps, toutes les propositions relatives au point 3 de l'ordre du jour, ainsi que des mesures concrètes et appropriées pour prévenir une guerre nucléaire. La majorité écrasante de la communauté internationale a demandé à la Conférence du désarmement, dans la résolution A/41/86 G et I de l'Assemblée générale des Nations Unies, "d'engager, à titre hautement prioritaire, des négociations en vue de réaliser un accord sur des mesures appropriées et concrètes qui pourraient être négociées et adoptées à titre individuel pour prévenir une guerre nucléaire, et de créer à cette fin un comité spécial sur la question au début de sa session de 1987". Je tiens à réaffirmer combien il est urgent d'adopter des mesures pour prévenir une guerre nucléaire. Les pays socialistes sont fermement convaincus, comme ils l'ont indiqué, en mai dernier, dans la déclaration de Berlin sur la doctrine militaire des Etats signataires du traité de Varsovie que "à l'ère nucléo-spatiale, le monde est devenu trop fragile pour la guerre et la politique de la force. Une guerre mondiale, et nucléaire de surcroît, aurait des conséquences catastrophiques, non seulement pour tous les pays impliqués dans le conflit, mais aussi pour la vie sur terre en général".

Le Groupe des pays socialistes continuera à accorder la priorité au point 3 de notre ordre du jour et à préconiser la création d'un organe subsidiaire approprié de la Conférence, qui prendrait des mesures concrètes à cet égard. Le projet de mandat proposé par le Groupe des 21 est un projet réaliste qui tient compte des points de vue des autres délégations. Il aurait donc pu servir de base concrète à des travaux fructueux. Nous regrettons d'autant plus que les délégations occidentales aient refusé de se joindre au consensus, ce qui aurait permis à la Conférence du désarmement d'apporter une contribution concrète aux efforts accomplis dans ce domaine.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Nous avons écouté les propos des représentants des différents Groupes sur cette question. A l'issue de l'échange de vues qui a eu lieu pendant cette séance plénière, je dois dire qu'il n'y a pas de consensus à l'heure actuelle sur le projet de mandat qui fait l'objet du document CD/515/Rev.3. Y a-t-il d'autres membres qui souhaiteraient intervenir ?

M. TEJA (Inde) (traduit de l'anglais) : J'ai déjà eu l'occasion, Monsieur le Président, de vous féliciter au début de ce mois et de vous assurer de la coopération de ma délégation. Votre mandat arrive maintenant à son terme et je tiens à vous complimenter de la manière compétente et efficace dont vous avez dirigé les travaux de la Conférence. Je voudrais aussi souligner le privilège que nous avons eu d'entendre aujourd'hui le Ministre iranien des Affaires étrangères, Son Excellence Ali Akbar Velayati.

(M. Teja, Inde)

Le Groupe des 21 tient à exprimer son profond regret de voir la Conférence dans l'incapacité de créer un comité spécial au titre du point 3 de l'ordre du jour. Pour notre part, nous nous sommes montrés prêts à échanger des vues sur ce sujet, ici ou à l'Assemblée générale, mais certaines délégations n'ont pas pu accepter cela, peut-être parce qu'elles accordent un rang de priorité différent à cette question.

Je n'ai pas besoin de souligner l'importance que notre Groupe attache à ce sujet. Nous estimons que le plus grand péril que connaît le monde est d'être menacé de destruction par une guerre nucléaire et que, par conséquent, l'élimination de cette menace est la tâche la plus pressante de l'heure. Tandis qu'il incombe au premier chef aux Etats dotés d'armes nucléaires d'éviter la guerre nucléaire, toutes les nations ont un intérêt vital à ce que des mesures soient négociées pour prévenir la guerre nucléaire, étant donné les conséquences catastrophiques qu'une telle guerre aurait pour l'humanité. La Déclaration de Harare adoptée au huitième Sommet des pays non alignés a également mis l'accent sur ce point. Il y est dit, en effet, que "tout emploi d'armes nucléaires constituerait une violation de la Charte des Nations Unies, voire un crime contre l'humanité" et nous avons donc "vivement invité les Etats dotés d'armes nucléaires à approuver, en attendant de parvenir à la réalisation du désarmement nucléaire, la conclusion d'un traité international sur l'interdiction de l'emploi ou de la menace d'emploi d'armes nucléaires".

Toutes les délégations ici présentes se préoccupent gravement de voir qu'aucun progrès n'a été possible à propos de cette question depuis qu'elle a été inscrite en tant que point distinct à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, conformément à la résolution 38/183 G de l'Assemblée générale. Durant ces années, la course aux armements s'est accélérée et a conduit à l'expansion des armes et à l'introduction d'ogives encore plus meurtrières dans les stocks nucléaires.

L'Assemblée générale des Nations Unies a maintes fois demandé à la Conférence du désarmement d'entreprendre, à titre hautement prioritaire, des négociations en vue de s'entendre sur des mesures appropriées et pratiques pour prévenir la guerre nucléaire, et de créer à cette fin un comité spécial consacré à la question.

Lors de sa session de 1986, l'Assemblée générale a adopté, à une majorité écrasante, trois résolutions sur ce sujet. Deux d'entre elles – la 41/60 F intitulée "Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires" et la 41/86 G intitulée "Prévention d'une guerre nucléaire" – ont été présentées par des membres du Groupe des 21.

Je voudrais rappeler ici les résultats de récentes études atmosphériques et biologiques qui indiquent qu'en plus du souffle, de la chaleur et de la radiation, une guerre nucléaire – même limitée – déclencherait un hiver arctique qui plongerait la planète dans des ténèbres glacées. Les conclusions de ces études ont déjà été rassemblées dans un rapport par le Secrétaire général. Etant donné ces conséquences irréversibles, il est manifeste que les guerres classiques ne peuvent, en aucune circonstance, être

(M. Teja, Inde)

assimilées à une guerre nucléaire du fait que les armes nucléaires sont des moyens de destruction massive. En raison de ce caractère de destruction sans pareil, il n'est ni admissible ni fondé d'invoquer la Charte pour justifier l'emploi des armes nucléaires dans l'exercice du droit de légitime défense en cas d'attaque au moyen d'armes classiques.

Nous demeurons convaincus que le moyen le plus rapide de supprimer le danger de guerre nucléaire est d'éliminer les armes nucléaires et qu'en attendant la réalisation du désarmement nucléaire, il convient d'interdire l'emploi ou la menace de ces armes. Nous nous sommes félicités à cet égard que le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev aient déclaré en novembre 1985 qu'"une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée". Le moment est maintenant venu de traduire cette volonté dans un engagement contraignant.

En considération de la position des autres délégations, le Groupe des 21 a énoncé, dans le document CD/515/Rev.3 en date du 21 juillet 1987, un mandat excluant le pouvoir de négociation qui permettra d'examiner à fond tous les aspects - juridiques, politiques, techniques et militaires - de toutes les propositions dont est saisie la Conférence. Nous croyons que cet examen contribuera non seulement à faire mieux comprendre la question, mais aussi à ouvrir la voie à des négociations en vue de parvenir à un accord sur la prévention de la guerre nucléaire. Cet objectif ne saurait être atteint par des débats en séance plénière ou dans des réunions officieuses. Nous sommes par conséquent déçus de voir, malgré l'urgence accordée à cette question et la souplesse manifestée par le Groupe des 21, que la Conférence du désarmement n'est pas capable de justifier son propre mandat, qui lui vient de l'Assemblée générale et qui est reflété au paragraphe 120 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Nous aimerions espérer que la gravité du sujet fasse changer d'avis ceux qui ont exprimé des réserves à propos du mandat proposé par le Groupe des 21.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Inde de la déclaration qu'il a faite au nom du Groupe des 21.

Je voudrais rappeler que le Comité spécial sur les garanties négatives de sécurité se réunira ici même dès que la séance sera levée. Je rappelle également que, conformément au calendrier des réunions de la semaine, une réunion officieuse se tiendra le jeudi 30 juillet tout de suite après la séance plénière, afin d'examiner le rapport du Président du Groupe des sept sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence. Cette réunion sera immédiatement suivie d'une autre réunion officieuse consacrée au fond du point 2 de l'ordre du jour intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire".

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 30 juillet à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 45.